

Collectif Droits de l'Homme ROMEUROPE 94

Contact Michel FEVRE.91 av d'Alfortville 94600 Choisy le Roi tél 06 08 55 28 33

Choisy le Roi le 27 avril 2009

à Monsieur le Préfet du val de Marne

Objet : contre l'expulsion des familles roms de Créteil.

Monsieur le Préfet,

Je tiens à vous alerter au nom du collectif Romeurope Val-de-Marne à propos de l'expulsion attendue ces prochains jours d'un groupe de personnes qui résident sur un terrain proche du carrefour de Pompadour à Créteil. La préfecture a fait le 30 mars une requête en référé au Tribunal Administratif s'appuyant sur la procédure appliquée aux Gens du voyage qui s'installent hors des aires d'accueil sur une commune qui a rempli ses obligations en la matière (conformément à la loi Besson).

Or il s'agit de Roumains, par ailleurs citoyens européens et non pas de Gens du voyage (ils n'ont pas de titre de circulation). Il faut savoir qu'en Europe, seul un petit nombre des rroms sont voyageurs, les autres étant sédentaires depuis bien longtemps.

Si la décision d'expulsion qui résulte d'une confusion était appliquée,

elle serait illégale.

La police a annoncé aux personnes que l'expulsion aurait lieu entre le 27 et le 29 avril.

Nous vous demandons **de ne pas procéder à cette expulsion** et nous souhaitons vous rencontrer pour évoquer avec vous la questions des rroms migrants venant de Roumanie sur le territoire du val de Marne.

En effet, LES EXPULSIONS SANS ALTERNATIVES NE SONT PAS DES SOLUTIONS

DANS LE VAL DE MARNE IL EXISTE DES PROJETS ALTERNATIFS

Depuis 1999 dans le Val de Marne, chaque expulsion de terrain de familles rrom amène ces personnes à trouver des terrains ailleurs avec de nouvelles expulsions possibles .A chaque fois, ce sont des projets d'insertion qui sont stoppés...

Il est nécessaire pour que ces familles quittent cet hébergement précaire que des solutions de logement ou hébergement en dur et sécurisé soient proposées.

Pourtant, dans le Val de Marne, à l'initiative de Romeurope, des solutions d'hébergement concernant plusieurs familles ont été trouvées avec le Conseil Général et l'Association Pour Loger (gendarmerie de St Maur, locaux à Vitry, Villejuif, Joinville, hôtels avec l'ASE) des communes comme Choisy le Roi et à un degré moindre Vitry sur Seine, Ivry sur Seine, Limeil Brévannes... Une recherche d'élargissement de ces projets d'insertion est en cours avec de nouvelles collectivité territoriales. Nous sollicitons un rendez vous afin que l'état prenne toute sa part dans ces projets.

Personne ne souhaite que ces conditions de vie aussi précaires perdurent, à condition toutefois que ces personnes ne se retrouvent pas sans rien !

Nous vous prions, Monsieur le Préfet, de recevoir nos salutations distinguées.

Michel FEVRE pour Romeurope 94